Dossier de presse

1^{er} décembre 2012 : journée mondiale du SIDA

Tous mobilisés pour le dépistage!

→ Conférence de presse le lundi 26 novembre 2012





Sommaire

Introduction p.2	<u> </u>
Des Infections sexuellement transmissibles toujours d'actualitép.3	}
Les données épidémiologiquesp.6	;
La nécessité d'amplifier le dépistagep.9)
Témoignages d'acteurs : tous mobilisés pour le dépistagep. 1	6
Les actions en Rhône-Alpes à l'occasion du 1 ^{er} décembre 2012p.2	29
Les lieux où se faire dépister en région Rhône-Alpesp.:	3′
Fiche pratique CRIPS – Dépistage du VIH : tous concernésp.3	38

Introduction

La journée mondiale du SIDA, célébrée chaque année le 1^{er} décembre, permet de **promouvoir la prévention,** le dépistage, le traitement et la prise en charge du VIH et de montrer la solidarité de tous avec les acteurs de la lutte contre cette pandémie.

En France, pays de l'Europe de l'Ouest le plus touché, **6 100 nouveaux cas de séropositivité étaient découverts en 2011**. Aujourd'hui, 144 000 personnes vivent avec le VIH (parmi lesquelles 31 000 personnes au stade SIDA) et environ **28 800 personnes seraient infectées par le VIH sans le savoir.**

Entre 2011 et 2015, la journée mondiale de lutte contre le SIDA a pour thème, au niveau international, «Objectif zéro : zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination, zéro décès lié au SIDA ».

En Rhône-Alpes, pour le 1^{er} décembre 2012, l'Agence régionale de santé souhaite promouvoir le dépistage du VIH et d'une manière générale le dépistage des Infections sexuellement transmissibles (IST).

> Pourquoi une mobilisation est-elle nécessaire ?

- Il apparait nécessaire d'étendre et de banaliser le dépistage du VIH, permettant d'améliorer la détection précoce et de réduire le retard à la prise en charge de cette maladie. Encore trop de personnes découvrent leur séropositivité au VIH à un stade tardif de la maladie (SIDA);
- La recrudescence des IST témoigne d'un relâchement de la prévention comportementale et d'une reprise des conduites à risques;
- Les IST augmentent considérablement le risque de contamination par le VIH. De même pour les personnes séropositives au VIH, les IST peuvent être plus graves ;
- **Bon nombre d'IST passent inaperçues**, favorisant la transmission de l'agent responsable et l'extension de l'infection, et si elles sont non traitées, elles conduisent à des complications graves ;
- Il existe des traitements efficaces contre les IST, guérissant certaines d'entre elles, ou évitant leur évolution et transmission.

Pour une prise en charge précoce (médicale, psychologique et sociale), le dépistage des IST et de l'infection par le VIH doit, par conséquent, faire l'objet d'une mobilisation particulière. Les actions doivent être ciblées sur les différents agents infectieux et dirigées vers les populations les plus touchées.

L'Agence régionale de santé Rhône-Alpes avec l'ensemble de ses partenaires et les différents acteurs de terrain, dans le cadre du plan national de lutte contre le VIH / SIDA et les IST 2010-2014, est pleinement investie pour améliorer le dépistage qui est au cœur du dispositif de lutte contre le VIH et les IST.

> Pour plus d'informations :

- ARS (Agence régionale de santé) Rhône-Alpes : http://www.ars.rhonealpes.sante.fr
- INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) : http://www.inpes.sante.fr
- InVS (Institut de veille sanitaire): http://www.invs.sante.fr/

Des Infections sexuellement transmissibles (IST) toujours d'actualité

Rappel sur les principales IST

En 2001, les Infections sexuellement transmissibles (IST) ont été définies par le Conseil supérieur d'hygiène public de France comme étant « des infections dont les agents responsables sont exclusivement ou préférentiellement transmis par voie sexuelle et qui justifient de la prise en charge du ou des partenaires ». Sous cette terminologie sont regroupées des infections très différentes tant dans leur expression clinique et les complications qu'elles peuvent entraîner, que dans les traitements disponibles (traitements minutes ou traitements au long cours) et les publics touchés. Il existe une trentaine d'IST.

Les IST peuvent ne pas avoir de signe visible ou perceptible (comme souvent pour les chlamydioses par exemple), ce qui favorise leurs transmissions et justifie d'autant la mise en œuvre d'un dépistage.

Certaines IST peuvent mettre en jeu le pronostic vital telle l'infection à VIH ou à VHépatiteB, d'autres comme l'infection à Chlamydiae peuvent avoir des conséquences à moyen terme (risque de stérilité et de grossesses extra-utérines). Enfin, certaines IST comme la syphilis, la gonococcie **favorisent la transmission du VIH**.

En dehors de l'infection à VIH et l'hépatite B aiguë, il n'existe pas de déclaration obligatoire pour les autres IST. Pour celles-ci, la surveillance assurée par des réseaux sentinelles de laboratoires et de médecins n'est pas exhaustive mais renseigne sur les tendances de l'épidémie.

On constate depuis quelques années une augmentation du nombre de personnes atteintes, toutes IST confondues.

L'ensemble de ces constats épidémiologiques a fortement orienté le choix des mesures et actions en faisant notamment porter l'effort sur les populations les plus vulnérables.

Le livre des Infections sexuellement transmissibles présente les principales maladies avec des conseils de prévention, le mode d'emploi du préservatif masculin et féminin, et les lieux où effectuer un dépistage. Les présentations qui suivent sont tirés de ce document édité par l'INPES.



« Le livre des Infections sexuellement transmissibles », INPES, 28 pages, mai 2009. (A télécharger : http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/detaildoc.asp?numfiche=1211).

Les principales IST :

> Le VIH / SIDA

Signes possibles: fièvre, éruption, fatigue, diarrhée,

Apparition des signes : à partir de 15 jours après la contamination,

Diagnostic: par prise de sang,

Complications graves: évolution possible vers le sida ; atteinte possible du nouveau-né si la mère est

infectée.

Traitement antirétroviral. Pas de vaccin actuellement.

> La syphilis

Signes possibles: chancre (petite plaie indolore), éruptions sans démangeaisons sur la peau et les muqueuses,

Apparition des signes: 2 à 4 semaines ou plus après la contamination,

Diagnostic: par prise de sang,

Complications graves si non traitée: atteinte du cerveau, des nerfs, du cœur, des artères et des yeux ; atteinte possible du nouveau-né si la mère est infectée,

Traitement antibiotique. Pas de vaccin.

> La blennorragie gonococcique ou « chaude-pisse »

Signes possibles : brûlures et/ou écoulement jaune par la verge, le vagin ou l'anus, fièvre, douleur au basventre.

Apparition des signes : 2 à 7 jours après la contamination,

Diagnostic: par prélèvement local,

Complications graves si non traitée : risques de stérilité surtout chez la femme, atteinte du nouveau-né si la mère est infectée,

Traitement antibiotique. Pas de vaccin.

> La chlamydiose

Signes possibles : le plus souvent aucun signe sinon brûlures, écoulement par la verge, l'anus ou le vagin, fièvre, douleur au bas-ventre, voire angine.

Apparition des signes : 1 à 2 semaines après la contamination,

Diagnostic: par prélèvement local,

Complications graves si non traitée : risques de stérilité, de grossesse extra-utérine; atteinte du nouveau-né si la mère est infectée.

Traitement antibiotique. Pas de vaccin.

> L'hépatite B

Signes possibles: fièvre, fatigue et hépatite (« jaunisse »), Apparition des signes : 2 à 8 semaines après la contamination,

Diagnostic: par prise de sang,

Complications graves si non traitée: risques de cirrhose et de cancer du foie ; atteinte possible du nouveau-

né si la mère est infectée,

Il existe un vaccin.

Focus sur l'hépatite C

L'hépatite C n'est pas une infection sexuellement transmissible. Le virus de l'hépatite C se transmet par contact direct avec du sang. Il est de 10 à 15 fois plus facile à transmettre par le sang que le VIH.

Cependant les rapports sexuels peuvent être contaminants s'il y a contact sanguin, ce qui peut-être le cas en cas de coupures, abrasions ou saignements, même minimes, avant ou pendant les rapports.

Il y a un fort lien entre le VHC et le VIH car 25% des personnes séropositives au VIH sont con-infectées par le VHC.

Proche de notre région, une étude d'incidence¹ réalisée au sein de la cohorte suisse VIH (SHSC) montre une hausse de la co-infection à l'hépatite C chez les hommes gays séropositifs. Si l'âge et la région de domicile ne constituent pas des facteurs de risques, avoir des antécédents de syphilis, une co-infection à l'hépatite B chronique, ainsi que des rapports non protégés le sont. Ces facteurs peuvent être des signaux d'alarme, et rappellent l'importance des dépistages multiples.

- > Signes possibles : fatigue, nausées et hépatite (« jaunisse »). Ces signes cliniques étant parfois trompeurs, l'hépatite C n'est pas facilement diagnostiquée
- > Apparition des signes : en moyenne deux mois,
- > Diagnostic : par prise de sang,
- > Complication grave si non dépisté et non traité: évolution dans plus de 70% des cas en hépatite chronique, qui pourra conduire à une cirrhose puis cancer du foie.
- > Il existe un traitement spécifique, pouvant conduire à une guérison.
- > Pas de vaccin.

¹ Nombre de nouveaux cas observés pendant une période et pour une population déterminée

Les données épidémiologiques

Données nationales de l'InVS

L'Institut de veille sanitaire (InVS) a présenté des données épidémiologiques sur le VIH et les IST aux acteurs associatifs le mardi 20 novembre 2012.

Le nombre de nouveaux diagnostics d'infection à VIH en 2011 est estimé à 6 100 découvertes. Ce chiffre est stable par rapport aux quatre années précédentes. Les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et les hétérosexuels nés à l'étranger (dont les ¾ sont nés dans un pays d'Afrique subsaharienne) restent les deux groupes les plus touchés et représentent chacun 40% des découvertes en 2011.

L'activité de dépistage mesurée au travers du nombre de sérologie VIH réalisées en 2011 est de 5,2 millions, en augmentation de 4% par rapport à 2010 alors que cette activité était stable depuis 2006. Il semblerait que les préconisations du plan national de lutte contre le VIH/SIDA et les IST 2010-2014 d'élargir la proposition de dépistage aient été suivies.

Données régionales

On constate que le nombre d'IST est en augmentation depuis deux ans² dans la région Rhône-Alpes.

Cette recrudescence pourrait être le reflet d'une augmentation des comportements sexuels à risque.

Près de 80% des cas de syphilis récente³ déclarés au réseau RésIST⁴ en 2011 concernent des homosexuels et des bisexuels masculins. Les co-infections syphilis récentes et infection par le VIH sont fréquentes (27%). La tranche d'âge des 15-24 ans représentent 26% des cas en 2011.

Les cas de gonococcies déclarées à ce même réseau concernent des homosexuels et des bisexuels masculins dans 60% des cas. La proportion des 15-24ans est élevée, égale à 51% en 2011.

Les données de la notification obligatoire des cas d'infection par le VIH et des cas de SIDA sont validées pour l'année 2010.

Le nombre réel de personnes qui découvrent <u>leur séropositivité</u> en Rhône-Alpes en 2010 est estimé (données corrigées) à 404, soit un taux de 6,6/100 000 habitants. Ce taux est inférieur au taux national qui est de 9,7/100 000 habitants.

Le sexe ratio homme / femme est de 2,2.

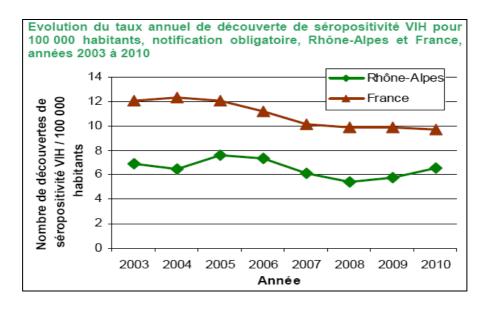
La classe d'âge la plus représentée est celle des 30-39 ans (27%).

Le mode de contamination est par voie hétérosexuelle pour 91,5% des femmes et lors de rapports homosexuels pour 65,5% des hommes.

² Bulletin de Veille Sanitaire – Numéro spécial/IST en région Rhône-Alpes en 2011, n^o2, septembre 2012.

³ Syphilis récente = syphilis primaire, secondaire ou latente précoce.

⁴ RésIST = réseau de cliniciens volontaires mis en place suite à la résurgence de la syphilis au début des années 2000.

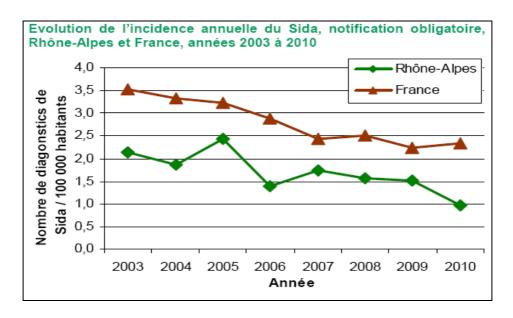


Source : Bulletin de Veille Sanitaire (septembre 2012) réalisé par la Cellule de l'InVS en région (Cire) à partir des données de surveillance des IST en Rhône-Alpes

On estime à 61 le nombre de <u>diagnostics de SIDA</u> en 2010 chez des personnes domiciliées en Rhône-Alpes, soit un taux de 1,0/100 000 habitants. Ce taux est inférieur au taux national (2,4/100 000 habitants). Le sexe ratio homme/femme est de 2,9.

La classe d'âge la plus représentée est celle des 40-49 ans (33%).

Le mode de contamination est par voie hétérosexuelle pour 89% des femmes et lors de rapports homosexuels pour 52% des hommes.



Source : Bulletin de Veille Sanitaire (septembre 2012) réalisé par la Cellule de l'InVS en région (Cire) à partir des données de surveillance des IST en Rhône-Alpes

Des donnés plus récentes et par département sont fournies par le régime général de l'assurance maladie pour l'année 2011⁵. Ces données concernent les admissions en Affection de longue durée (ALD) pour les infections par le VIH et le nombre de personnes exonérées du ticket modérateur pour déficit immunitaire primitif et infection par le VIH (ALD n°7) au 31/12/2011.

⁵ http://www.ameli.fr/l-assurance-maladie/statistiques-et-publications/donnees-statistiques/affection-de-longue-duree-ald/index.php

En 2011 le nombre d'exonération du ticket modérateur pour les infections par le VIH en **Rhône-Alpes** a été de 454. Deux départements ont un taux d'incidence supérieur ou égal au taux d'incidence régional de 7,4, le Rhône (11,5) et la Haute-Savoie (7,4). Le Rhône représente un peu moins de la moitié des nouvelles exonérations du ticket modérateur de la région avec 43,2%, puis l'Isère avec 18,5% et la Haute Savoie avec 11,9%.

Le nombre de personnes exonérées du ticket modérateur pour l'ALD n7 « déficit immunitaire, infection par le VIH » au 31 décembre 2011 est de 6 309 en Rhône-Alpes contre 99 948 pour la France entière. La région Rhône-Alpes est en 3ème position après la région lle de France avec 41 621 personnes et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 10 142 personnes.

399 [81] 817 [129] Ain Haute-Savoie 25 [4,3] 655 [163] 508 [78] Rhône Loire 284 [78] 36 [4,8] Savoie 968 [86] 24 [5,8] Isère 84 [7,0] Rhône-Alpes 6 309 454 [7,4] 431 [105] 247 [93] Drôme COREVIH: Ardèche 20 [4,1] 15 [4,8] Lyon - Vallée du Rhône Arc Alpin Auvergne - Loire

Le VIH / SIDA en Rhône-Alpes en 2011

Nombre de personnes exonérée du ticket modérateur pour déficit immunitaire primitif, infection par le VIH (ALD7) au 31/12/2011 (nombre [taux standardisé pour 100 000 habitants *])

Nombre d'exonérations du ticket modérateur pour les infections par le VIH (nombre [taux pour 100 000 habitants *])**

*INSEE au 1^{er} janvier 2009 ** Données du Régime général

Les infections par les virus des hépatites B et C concernent autour de 500 000 personnes adultes (18-80 ans) en France métropolitaine : 280 000 pour l'hépatite B et 221 000 pour l'hépatite C⁶.

En 2011, le nombre d'exonération du ticket modérateur pour hépatite virale **chronique** (donc hépatite virale B et C) en Rhône-Alpes a été de 707. Le Rhône représente 29,4% de ces nouvelles attributions d'exonération du ticket modérateur (208). Viennent ensuite l'Isère 22,6% (160) et la Haute-Savoie 13,6% (96).

⁶ Prévalence des hépatites B et C en France en 2004. Institut de veille sanitaire, Saint-Maurice, mars 2007.

La nécessité d'amplifier le dépistage

Le contexte du dépistage en France

Aujourd'hui, en France, on compte près de 6 100 nouvelles infections par le VIH chaque année. Environ 28 800 personnes sont infectées par le VIH sans le savoir. Pour une personne sur cinq, le diagnostic est encore trop tardif, et pourtant le bénéfice d'une prise en charge précoce, et la plus précoce possible, est bien démontré.

Mais traiter, c'est d'abord dépister. Il faut dorénavant banaliser le dépistage en direction de la population générale et renforcer les actions de dépistage pour les groupes les plus vulnérables et notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes (HSH) pour lesquels l'incidence annuelle du VIH est de 1 %, soit 200 fois celle de la population hétérosexuelle.

Le dépistage du VIH

Le dépistage est au cœur du dispositif de la prise en charge et de la prévention du VIH : il permet aux personnes qui apprennent leur séropositivité d'une part de bénéficier d'une prise en charge, et d'autre part d'adapter leurs comportements préventifs.

L'activité de dépistage du VIH est globalement élevée en France avec près de 5,2 millions de tests réalisés par an (soit près de 80 tests VIH réalisés pour 1 000 habitants). Les laboratoires de ville réalisent environ 80 % des tests. Mais les découvertes de séropositivité à un stade tardif demeurent encore trop fréquentes.

C'est pourquoi, le plan national de lutte contre le VIH / SIDA et les IST 2010-2014 impulse une politique volontariste de promotion du dépistage VIH / IST en prônant le renforcement d'un « trépied du dépistage » qui s'intègre dans la stratégie de prévention dite combinée :

Le dépistage dans le système de soin, par les professionnels de santé de premier recours :

Ce dépistage s'adresse à l'ensemble de la population indépendamment d'une notion de risque d'exposition ou de contamination par le VIH. Il est proposé à l'initiative du médecin traitant à l'occasion d'un recours aux soins. Cette proposition de dépistage a fait d'ailleurs l'objet d'une campagne nationale de communication pilotée par l'INPES en 2010.

• Le dépistage par les pairs pour les populations à forte incidence :

Il s'agit de développer une offre de dépistage dit communautaire, réalisé par des pairs. Cette modalité de dépistage vise à répondre aux besoins des populations qui ne veulent ou ne peuvent se rendre dans le dispositif « classique ». Cette modalité de dépistage s'adresse en premier lieu aux hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes (HSH). Elle répond également à des besoins spécifiques d'autres populations en situation de vulnérabilité : certaines populations de migrants, personnes se livrant à la prostitution, usagers de drogue...

Les Tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection à VIH (TROD) représentent un outil intéressant pour mettre en œuvre cette offre de dépistage communautaire (voir ci-après).

• Le dépistage anonyme et gratuit :

Celui-ci s'effectue dans les Consultations de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) et dans les Centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST). Les CDAG / CIDDIST sont des lieux privilégiés car ils sont accessibles, anonymes, gratuits et permettent une approche d'ensemble ciblée sur la prévention. Une réflexion est actuellement en cours au niveau du Ministère chargé de la santé pour proposer une réorganisation de ce dispositif.

Le dépistage des IST

Ces dix dernières années ont été marquées par la résurgence des IST. Les différentes enquêtes sociocomportementales montrent que les IST sont le plus souvent diagnostiquées à un stade symptomatique. Il importe donc de favoriser le dépistage de ces infections à un stade plus précoce en développant une proposition adaptée selon les différents publics.

A l'exception du VIH, chaque IST correspond à public spécifique auprès duquel doit être développée une proposition de dépistage adaptée et dont les enjeux varient selon les populations concernées.

Comme pour l'infection à VIH, l'amélioration du dépistage des IST doit contribuer à leur prise en charge précoce pour un bénéfice individuel mais aussi collectif.

Les actions menées par le niveau national avec l'INPES

L'INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) qui dépend du Ministère chargé de la santé, a lancé cet automne une **campagne d'incitation au dépistage des Chlamydiae** en direction des jeunes de 15 à 24 ans.

La chlamydiose, première Infection sexuellement transmissible (IST) chez les moins de 25 ans, est une IST qui évolue le plus souvent **sans aucun signe clinique**. Non dépistée et non traitée, les complications peuvent être graves : stérilité, grossesse extra-utérine, atteinte du nouveau né.

Cette campagne met à la disposition du public un questionnaire évaluant le risque d'être porteur de l'infection à *Chlamydia trachomatis* et permettant de délivrer des conseils adaptés au public visé. (Voir ce questionnaire à l'adresse suivante : http://www.info-ist.fr/savoir/).

La période autour du 1^{er} décembre, journée mondiale de lutte contre le SIDA, est propice aux campagnes d'incitation au dépistage du VIH. Il s'agit de présenter le dépistage comme une démarche participative permettant de prendre soins de sa santé et de celle des autres.

Le dépistage précoce du VIH, permet un accès rapide à un traitement plus efficace, mieux toléré qui permettra d'éviter des complications de la maladie et qui diminuera les risques de transmission.

Le message de ces campagnes initiées par l'INPES est adapté en fonction des personnes auxquelles il s'adresse :

- en direction des HSH (hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes) « Le dépistage, c'est au minimum une fois par an »,
- en direction des migrants d'Afrique Subsaharienne et des personnes vivant dans les départements français d'Amérique « Mon avenir c'est aussi ma santé ».





Les professionnels de santé vont également être mobilisés pour le dépistage du VIH et des IST, afin qu'ils pensent à aborder le sujet du dépistage avec leur patientèle. L'INPES leur rappelle les occasions propices pour aborder cette question.



La brochure « *Dépistage du VIH et des IST* » (Ministère chargé de la santé, INPES) fait mention des hépatites virales B.

Un site internet géré par l'INPES présente les différentes IST et les lieux les plus proches de chez soi ou il sera possible de se faire dépister : http://info-ist.fr/index.html

Les actions initiées par l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes

Le déploiement du plan VIH / SIDA 2010-2014 en région Rhône-Alpes

Le cinquième **plan national de lutte contre le VIH / SIDA** et les autres Infections sexuellement transmissibles (IST) 2010-2014 a été publié le 4 novembre 2010. Il vise à infléchir radicalement la dynamique de l'épidémie à VIH, à réduire la morbidité et la mortalité liées au VIH et au Sida.

Il constitue désormais un texte de référence pour toutes les Agences régionales de santé (ARS), ainsi que pour les partenaires professionnels et associatifs, dans le champ de la prévention, du dépistage, de la prise en charge médicale et sociale et de la recherche.

Les ARS, en lien avec les Coordinations régionales de la lutte contre l'infection due au VIH (COREVIH), sont chargées du déploiement de ce plan national. Pour définir les actions à mettre en œuvre prioritairement en région, l'ARS Rhône-Alpes a souhaité s'appuyer sur un large processus de concertation avec la présence des trois COREVIH ainsi que les partenaires professionnels et associatifs, dans le champ de la prévention, du dépistage, de la prise en charge médicale et sociale.

Pour procéder à la déclinaison des plans nationaux VIH / IST et hépatites, **l'ARS Rhône-Alpes a mis en place quatre groupes de travail :** public HSH, public migrants, accompagnement de personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite, et dépistage.

Les objectifs assignés à ces groupes de travail étaient les suivants :

- initier le déploiement du plan national VIH / SIDA et les IST en région Rhône-Alpes,
- améliorer la synergie avec le plan Hépatites,
- définir les priorités régionales d'actions en lien avec les acteurs de terrain, les collectivités territoriales, les COREVIH,
- favoriser les partenariats.

Pour chaque groupe de travail, quatre réunions ont été organisées. Elles ont permis de valider un état des lieux régional des actions de prévention (HSH-LBT et Migrants) et d'arrêter un certain nombre de propositions d'actions.

Tout au long de ce processus de concertation, l'ARS a fait appel à l'expertise du CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du SIDA) Rhône-Alpes qui est intervenu en appui méthodologique, dans l'animation des groupes de travail et la rédaction des propositions finales.

Il ressort de cette concertation partagée trois grandes priorités pour le dépistage :

Priorité 1 : Favoriser la proposition de test de dépistage du VIH à la population générale, par les professionnels de santé de premier recours

- Action 1-1: Inciter les professionnels de santé à proposer au moins un dépistage du VIH au cours de la vie à la population générale, hors notion de risque d'exposition ou de contamination par le VIH
- Action 1-2 : Renforcer le dépistage des futurs parents à l'occasion d'une grossesse
- Action 1-3: Poursuivre la sensibilisation des professionnels de santé aux recommandations habituelles de proposition d'un test de dépistage du VIH dans certaines circonstances
- Action 1-4: Réduire les inégalités territoriales dans l'offre de dépistage du VIH et des IST

Priorité 2 : Renforcer le dépistage des IST et des hépatites virales

- Action 2-1 : Promouvoir le dépistage de l'infection à chlamydiae dans les publics à forte prévalence
- Action 2-2 : Inciter au dépistage des IST lors d'un test de grossesse
- Action 2-3 : Inciter au dépistage des hépatites virales
- Action 2-4: Améliorer les modalités de rendu des résultats des analyses biologiques

Priorité 3 : Adapter et diversifier l'offre de dépistage communautaire

- Action 3-1 : Développer des offres de dépistage par test rapide pour le public libertin
- Action 3-2 : Développer l'offre de dépistage du VIH et des hépatites virales pour les usagers de drogue
- Action 3-3 : Améliorer le dépistage du VIH, des IST et des hépatites, ainsi que la couverture vaccinale de l'hépatite B, pour les personnes qui se prostituent
- Action 3-4 : Développer l'offre de dépistage du VIH, des IST et des hépatites virales pour les usagers du milieu festif
- Action 3-5 : Soutenir la réflexion des acteurs de terrain sur les enjeux liés aux autotests
- Action 3-6: Renforcer la cohérence des actions de dépistage communautaire

L'accompagnement des acteurs à la mise en place des Tests rapides d'orientation diagnostique (TROD)

Dans le cadre de son rapport sur le dépistage de l'infection à VIH, la Haute autorité de santé (HAS) a recommandé en octobre 2009 qu'une offre de dépistage soit développée, en complément du dispositif existant, dans des structures alternatives au plus près des populations cibles.

Cette mesure doit permettre notamment de répondre à l'urgence de **développer de nouvelles stratégies de prévention** auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) face à l'augmentation du nombre de diagnostics chez les HSH.

A ce titre, les associations sont des opérateurs essentiels. La possibilité de réaliser un dépistage rapide dans une structure associative doit leur permettre de compléter l'offre en y ajoutant la possibilité de se faire dépister sur place.

Cette **offre alternative** peut s'inscrire dans une démarche dite « de dépistage communautaire » dont le principe est de développer une offre de dépistage auprès de publics spécifiques :

- qui ne se font pas dépister pour des raisons diverses (publics non identifiés comme étant à risque, vivant dans des territoires isolés, en situation de précarité faisant que les personnes ne se préoccupent pas de leur santé),
- qui se font dépister régulièrement mais pour lesquels la proposition de dépistage par le milieu communautaire et notamment par des pairs doit permettre une meilleure appropriation de l'information conseil qui leur est délivrée à cette occasion.

Les Tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection à VIH (TROD) représentent un outil intéressant pour mettre en œuvre cette offre de dépistage communautaire car ils sont susceptibles :

- d'augmenter l'attractivité du dépistage en diversifiant l'offre,
- de faciliter l'accès au dépistage de populations pour lesquelles le recours au dispositif actuel est inadapté ou impossible,
- d'améliorer l'efficience de la consultation par la remise immédiate du résultat de dépistage, et par un accompagnement par les pairs plus adapté.

Il s'agit d'un test à lecture subjective, réalisé actuellement par une piqûre au bout du doigt et dont les résultats sont disponibles en quelques minutes.

L'arrêté du 9 novembre 2010 marque un tournant dans la stratégie de dépistage en France. Il autorise des bénévoles ou des salariés non professionnels de santé impliqués dans la prévention à pratiquer ce test sous condition de formation et d'habilitation de la structure.

Il précise les conditions de l'habilitation par l'ARS des structures associatives et le cahier des charges de la formation requise pour procéder à la réalisation de ces TROD.

Depuis juin 2011, le Directeur général de l'ARS Rhône-Alpes a habilité plusieurs associations pour réaliser des TROD : AIDES (Association de lutte contre le VIH), CABIRIA (Action de santé communautaire avec les personnes prostituées) et le réseau Virages Santé. Les conventions touchent principalement le public HSH, bisexuel, mais également le public migrants et les personnes en situation de prostitution.

Enfin, les COREVIH de l'Arc Alpin et de Lyon-Vallée du Rhône se sont impliqués pour mettre en place des formations sur l'utilisation des TROD (cf. partie Témoignages d'acteurs).

La formation des médecins généralistes dans le cadre des COREVIH

Proposer au moins un dépistage du VIH au cours de la vie est une des mesures phares du plan national de lutte contre le VIH / SIDA et les IST 2010-2014 afin de réduire le nombre de personnes séropositives ignorant leur statut.

Pour ce faire, les médecins sont appelés à évoluer d'une pratique actuelle de dépistage fondée sur l'évaluation des risques et la délivrance d'une information-conseil pré-test, vers une offre généralisée de dépistage du VIH à toutes les personnes de 15 à 70 ans n'ayant jamais effectué de test (ou du moins pas depuis de longues années), en dehors de toute notion d'exposition au VIH. La prescription d'un dépistage se voit ainsi banalisée.

D'après les données du baromètre santé des médecins généralistes 2009, la prescription d'un test de dépistage du VIH n'est que dans un tiers des cas à l'initiative du soignant. C'est donc une réelle stratégie de formation continue qui doit être développée pour modifier les représentations et pratiques des médecins.

C'est pourquoi, la Direction générale de la santé (DGS) a soutenu financièrement la formation d'un binôme de médecins « expert généraliste – expert COREVIH » recrutés dans chaque région pour promouvoir et piloter ce programme sur leur territoire.

En région Rhône-Alpes, la COREVIH de l'Arc Alpin, financée par l'Agence régionale de santé Rhône-Alpes, a organisé trois sessions de formation pour les départements de l'Isère, Savoie et Haute-Savoie (cf. partie témoignage).

Pour le département du Rhône, le réseau Virages Santé, financé par l'Agence régionale de santé Rhône-Alpes, a également organisé une soirée de formation à destination des médecins généralistes (cf. partie Témoignages d'acteurs).

Les objectifs pédagogiques de ces soirées sont :

- de renforcer et d'élargir le dépistage du VIH au sein de la population pour « rattraper » les patients séropositifs ignorés ;
- de saisir les occasions pour proposer le dépistage,
- d'identifier les situations cliniques et épidémiologiques nécessitant un test VIH,
- d'annoncer le résultat de la sérologie VIH.

Témoignages d'acteurs : tous mobilisés pour le dépistage

Une interview de l'association PROMETHEE

Prométhée Alpes Réseau est une association iséroise qui a pour objectifs de favoriser la prévention des hépatites virales, de promouvoir leur dépistage et d'optimiser la prise en charge des patients porteurs d'hépatites B ou C, d'hépatopathies et/ou transplantés.

• Pourquoi dépister les hépatites ?

Les hépatites virales B et C sont des maladies fréquentes (500 000 porteurs chroniques en France) et presque toujours silencieuses. Elles peuvent conduire à de graves complications telles que la cirrhose et le cancer du foie si elles ne sont pas dépistées puis traitées (plus de 4 000 décès par an). L'amélioration du recours au dépistage est essentielle pour circonscrire l'épidémie et permettre un accès rapide aux soins en cas de séropositivité.

• Quels sont les freins et les leviers à ce dépistage ?

Le premier frein au dépistage que nous pouvons identifier est incontestablement le manque d'information et donc de connaissance autour des hépatites, y compris auprès de certains professionnels de santé. Le caractère asymptomatique des hépatites, la méconnaissance des modes de transmission et la représentation négative des publics à risque (usagers de drogues, gays, migrants...) majorent le fait de ne pas se sentir concerné.

L'information du public semble être le meilleur levier pour améliorer le recours au dépistage. Mais celle-ci doit être ciblée et adaptée en fonction des publics, sans être stigmatisante, complète, et portée par un maximum d'acteurs. Pour les publics en situation de précarité, nous savons que la prise en compte de l'ensemble des déterminants de leur santé, l'accompagnement individuel et le développement de leurs compétences psychosociales, facilitent leur accès à la santé et le recours au dépistage en particulier. Le 3^{ème} levier réside dans l'opportunité de dépistage. Ce travail est à développer avec les médecins de premier recours, les laboratoires, la médecine du travail...La possibilité de pouvoir disposer, dans un futur proche de Tests d'orientation diagnostique pour les hépatites virales (TROD) avec un rendu des résultats immédiat sera un facteur aidant, notamment en direction des populations les plus éloignées du système de dépistage classique.

• Présentez-nous votre journée dépistage hépatites organisée en septembre dernier :

Prométhée Alpes-Réseau a souhaité maintenir une mobilisation sur cette problématique, en organisant le 24 septembre dernier la journée des Hépatites en Isère.

53 laboratoires ont proposé un dépistage gratuit des hépatites B et C, sans ordonnance et sans rendezvous.

Cet évènement a été promu dans les médias locaux avec la diffusion d'un spot sur 10 radios, de deux interviews télé et d'une dizaine d'articles dans la presse.

La communication a été également assurée par nos partenaires institutionnels et de terrain, via leurs sites internet, des mailings, des affiches et par des distributions de flyers.

Des stands d'information ont été organisés au Jardin de ville et au CHU de Grenoble, ainsi que dans la ville de Bourgoin-Jallieu. Animés par les CDAG (Centre de dépistage anonyme et gratuit), SOS Hépatites, l'ODPS (Office départemental de prévention du SIDA), AIDES, l'IREPS 38 (Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé), le Centre de vaccination et Prométhée Alpes-réseau, ces stands ont été visités par plus de 600 personnes. 3 000 documents et 1 500 préservatifs y ont été distribués.

Contact: Laurence LIONET
Coordinatrice Prométhée
04 76 76 88 36
Ilionet@chu-grenoble.fr
http://www.hepatites-promethee.org/





















Une interview de l'association ACTIS et du CDAG de Saint Etienne

ACTIS est une association communautaire de lutte contre le sida implantée dans la Loire et la Haute-Loire depuis 1989, intervenant également dans le Rhône et en Ardèche nord. Elle propose en partenariat avec le CDAG de Saint-Etienne, depuis cinq ans et dans les locaux de l'association, des permanences pour le dépistage du VIH par des Tests rapides d'orientation diagnostique (TROD). A l'occasion de ce 1 er décembre 2012, Actis et le CDAG / CIDDIST du CHU de Saint-Étienne organisent une semaine dédiée au dépistage : « VIH : quelques minutes suffisent pour savoir ».

Qu'est-ce-que « Flash Test » ?

La problématique « dépistage » est un enjeu majeur aujourd'hui, peut-être davantage encore à Saint-Étienne où l'épidémiologie se caractérise par un taux plus élevé que la moyenne régionale pour ce qui concerne les dépistages tardifs, c'est-à-dire les personnes dépistées à un stade avancé de déficit immunitaire. Nous avons voulu travailler très concrètement à inverser cette tendance et donc démultiplier l'offre de dépistage. La Journée mondiale nous offre l'opportunité d'innover, localement et à notre niveau, sur cette question. Par ailleurs, Actis privilégiant les partenariats concrets avec les soignants, ce projet nous a semblé pertinent pour renforcer les complémentarités entre les structures. Nous avons aussi fait le constat que si les actions de dépistage dites « hors les murs » s'appuyant sur les tests classiques existent depuis de longues années, elles ont lieu toujours dans des structures médico-sociales. Ces actions ont, peut-être, atteint certaines limites en terme d'efficience. Enfin, l'expertise acquise par le personnel du CDAG dans l'utilisation des TROD alliée à l'expérience d'Actis dans l'approche communautaire méritent d'être davantage exploitées.

Nous nous sommes très largement inspirés de l'action coordonnée par Sidaction du 2 au 7 avril 2012 à Paris, reprenant aussi bien le concept que le nom... Le principe est simple : profiter de l'attractivité du TROD pour porter un message fort sur l'intérêt du dépistage et de la connaissance de sa sérologie, qu'il s'agisse d'un bénéfice individuel ou collectif. Et ce, en allant à la rencontre des personnes, en priorité dans des lieux à priori moins adaptés : bars et saunas gays, commerces et associations de la communauté des migrants, bars étudiants...avec des horaires adaptés à ces lieux, c'est à dire en soirée. Concrètement, Actis gère la proposition de test auprès des personnes et l'organisation pratique de l'action. Le médecin et l'IDE (Infirmière diplômée d'Etat) du CDAG prenant en charge l'acte de dépistage. Nous avons désormais une longue expérience de ce travail en commun. À ce jour, une douzaine de lieux différents sont au planning, notre objectif étant d'atteindre la vingtaine, pour des actions s'étalant du 26 novembre au 1er décembre inclus.

• Quel est l'objectif de cette action ?

L'objectif premier est d'aller au devant des personnes les plus éloignées du système de dépistage « classique », ces populations peu ou insuffisamment dépistées et bien sûr celles jamais dépistées, sans oublier, bien sûr, de répondre aux interrogations sur les facteurs de transmission du VIH et des autres IST. La prévention primaire n'est pas négligée.

• Quelles sont vos espoirs ?

Nous considérerions comme un succès de réaliser de 150 à 200 dépistages pendant cette semaine Flash Test. Est-ce trop ambitieux ? Mais notre espoir ne se limite pas à cela : nous sommes très curieux de savoir si cette action sera bien accueillie et surtout apporte un plus à ce qui existe et se fait déjà. À ce titre, nous mettons en place les outils pour une évaluation pertinente et utile. Et nous verrons à l'heure du bilan...

Contact: Michel COLLS Tél: 04 77 41 66 99 actis42@free.fr http://actis42.tel



VIH: quelques minutes suffisent pour savoir.

Du 26 novembre au 1er décembre

TEST DE
DÉPISTAGE
RAPIDE



ANONYME GRATUIT

Planning et lieux d'accueil:

04 77 41 66 99 ou www.dr.actis42.tel





Une interview de l'association AIDES

AIDES est une association de santé communautaire contre le VIH/Sida et les hépatites virales créée en 1984 et implantée dans la région Rhône-Alpes depuis 1986. Notre démarche est basée sur une approche d'interactions par les pairs et de renforcement des capacités des personnes à agir favorablement sur leur santé. Depuis un an et demi maintenant les militants d'AIDES réalisent des Tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) du VIH sur les interventions de prévention.

Quel intérêt de diversifier l'offre de dépistage ?

Un constat : une part importante des séropositifs ignorent leur statut sérologique. Et ce, alors même que les bénéfices d'une prise en charge précoce, dans les premières semaines de l'infection, tant pour la personne qu'en termes de réduction du risque de transmission, ne sont plus à démontrer.

Dans un pays où, pourtant, le nombre de dépistage du VIH est élevé, la marge de progression principale dont nous disposons pour impacter significativement l'épidémie de VIH demeure le dépistage. Ce qui nous pousse à défendre la nécessité d'une offre complémentaire au dispositif de dépistage classique, notamment auprès des populations où l'épidémie est la plus active, à savoir les Hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes (HSH) et les migrants venus d'Afrique Subsaharienne. L'objectif de l'association AIDES est alors de contribuer à multiplier les opportunités de dépistage, auprès de ces publics.

Comment les interventions incluant du TROD sont-elles déployées ?

La mise en place des interventions de prévention avec des TROD demande beaucoup de temps, de moyens et une dose d'imagination. Il y a en effet plusieurs enjeux auxquels répondre pour permettre la banalisation les tests rapides.

D'une part, l'enjeu culturel. Même si les TROD ne sont pas une innovation récente, la possibilité de les utiliser en France, qui plus est par des acteurs non médicaux, nécessite d'accompagner ce changement. Une communication intensive a ainsi été mise en place par les militants de AIDES (campagnes Web avec sites dédiés, presse communautaire, affichage dans les commerces identitaires, démarchage sur les sites de rencontre, etc.) pour informer de cette nouvelle offre qui est proposée. Beaucoup de temps et d'efforts ont été consacrés à accompagner ce changement, avec un soutien tout particulier du Syndicat national des entreprises gaies (SNEG) pour qu'une telle offre de dépistage soit accessible au sein des commerces de type sauna ou bars gays.

D'autre part, la mise en place d'une offre de TROD nécessite de former les militants et d'investir dans du matériel adéquat pour nos interventions extérieures (barnum, minibus aménagé) afin de garantir l'hygiène et la confidentialité, tout en étant suffisamment flexible pour être installé et ranger facilement. Être présent hors des locaux de l'association nécessite par ailleurs d'inviter les personnes le fréquentant à réaliser un test. Si le tractage sur le lieu et la communication en amont sur les réseaux sociaux sont de mises, les militants d'AIDES s'appuient également sur les outils propres à chaque communauté, participant ainsi au bruit de fond autour de cette nouvelle offre de dépistage. Notre région a ainsi été pilote dans l'utilisation de ces nouveaux outils.

Quel premier bilan faites-vous de vos actions ?

L'offre de TROD par les militants d'AIDES s'inscrit dans un panel global d'outils proposés lors de nos interventions de prévention. Le test rapide est systématiquement accompagné d'un entretien de réduction des risques permettant de travailler sur les risques, les outils et stratégies adaptées à chacun visant à les réduire. Notre approche de soutien fait appel aux techniques du counselling couramment développées sur nos actions (écoute active, non-jugement, motivations). Un résultat positif se traduit systématiquement par un soutien renforcé de la personne et une orientation vers un CDAG, un médecin référent de ville ou de l'hôpital avec lesquels des partenariats ont été contractualisés.

A ce jour les militants de AIDES interviennent sur plus d'une cinquantaine de lieux différents sur la région Rhône-Alpes en plus des permanences et rendez-vous dans nos locaux ou en itinérant (bus). Ces lieux sont principalement fréquentés par des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes ou des personnes venues d'Afrique sub-saharienne. Plus de 4 000 entretiens de prévention ont eu lieu entre janvier et août 2012 dont 650 ont inclus la réalisation d'un test rapide d'orientation au diagnostique, permettant à 8 personnes directement de découvrir leur séropositivité.



Contact:

Cyril MARTIN Coordinateur régional AIDES Tél: 04.78.68.05.05 (Lyon)

lyon@aides.org

Tél: 04.76.47.20.37 (Grenoble)

isere@aides.org

http://www.aides.org/vih-depistage

Une interview de Madame Colette COUDEYRAS, Présidente du Réseau VIRAGES SANTE

Le Réseau VIRAGES-SANTE est un réseau de santé dont la mission première, au sein du département du Rhône, est de faciliter l'accès aux soins de spécialités pour les personnes vivant avec le VIH.

Dans ce contexte, le Réseau accompagne l'organisation des soins de ces patients autour de 3 axes :

- faciliter et améliorer la prise en charge globale et coordonnée des patients infectés par le VIH entre l'hôpital et la médecine de ville,
- créer et animer un réseau de professionnels autour des patients infectés par le VIH,
- apporter appui et expertise aux différents professionnels de santé en organisant des soirées mensuelles de formations.

A ce jour, 150 patients sont suivis et 124 professionnels de santé ont adhéré au réseau.

De quelle manière le réseau VIRAGES SANTE s'est impliqué dans le dépistage?

En complémentarité de ses missions, le Réseau VIRAGES-SANTE, en 2012, avec le soutien de l'ARS, a développé des actions de **dépistage**.

Ce dépistage est effectué **une après-midi par mois**, dans un **sauna**, permettant d'approcher une population plus âgée que dans d'autres établissements. Cette population, très discrète sur sa sexualité, est souvent **bisexuelle**. Nous pouvons ainsi répondre à des questions peu posées, du fait de cette double identité, qui la plupart du temps est tue.

Il est réalisé par un binôme composé d'un médecin spécialiste de l'infection par le VIH, et d'un acteur de prévention du SNEG (Syndicat national des entreprises gaies) connaissant bien l'établissement et sa clientèle.

Cette activité a la particularité, du fait de la spécificité de ses intervenants, de combiner conseil médical, professionnalisme, bonne compréhension des problèmes soulevés par les clients et enfin proposition de dépistage.

Au cours des huit permanences qui ont été effectuées :

- 42 personnes ont été rencontrées,
- Sur ces 42, **40 ont été volontaires** pour un Test rapide d'orientation diagnostique (**TROD**), avec une majorité n'ayant pas fait de tests au cours des 5 dernières années et même pour certains n'en ayant jamais fait de leur vie.

Le Réseau VIRAGES-SANTE a également organisé, en octobre 2012, une formation des Médecins Généralistes sur la prise en charge des patients infectés par le VIH et l'importance du dépistage au cabinet de médecin générale, suivant les recommandations françaises actuelles. Cette formation a été effectuée en partenariat avec le COREVIH Lyon Vallée du Rhône.

Cette soirée sur le dépistage s'inscrit dans un calendrier de **réunions mensuelles de formations** des différents professionnels de santé impliqués dans la prise en charge des personnes vivant avec le VIH.

VIRAGES-SANTE, unique Réseau de Santé VIH du département du Rhône, permet ainsi de faciliter pour le patient vivant avec le VIH un accès aux spécialités et contribue à un dépistage de qualité par les TROD au sein d'une population peu dépistée jusqu'alors.

Contact:

Colette COUDEYRAS ccoudeyras@yahoo.fr http://www.virages-sante.fr/



Interviews de Madame Gaëlle DUBRUC, coordinatrice du COREVIH de l'Arc Alpin et de Monsieur Marc BRISSON, coordinateur de l'ODPS (Office départemental de prévention du SIDA)

Les COREVIH (Comités de coordination régionale de la lutte contre le VIH) représentent la réunion de tous les acteurs qui assurent collectivement la prise en charge globale des personnes séropositives au VIH et la lutte contre cette infection. Le COREVIH de l'Arc Alpin, dont le siège est au CHU de Grenoble, fédère les acteurs des départements de l'Isère, de la Savoie et de la Haute Savoie.

• Pouvez-vous nous parler de la formation au TROD que votre COREVIH a mis en place au sein de votre territoire – Interview de monsieur Marc BRISSON, coordinateur de l'ODPS.

Une formation aux Tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) pour le VIH a été organisée fin 2011, puis début 2012, dans l'Isère, la Savoie et la Haute Savoie grâce à un partenariat exemplaire des membres du COREVIH. A en croire son évaluation, elle a permis à une grande diversité d'acteurs de clarifier la place des TROD dans les stratégies de prévention et de dépistage sur le territoire de l'Arc alpin.

L'objectif était aussi d'offrir une formation de qualité aux non professionnels de santé en vue d'une habilitation par l'ARS pour utiliser les TROD en milieu associatif ou de prévention. Au-delà de l'acquisition de compétences techniques sur ce nouvel outil de dépistage, à priori pratique, rapide et à la portée de tous, les participants ont pu se projeter et se confronter à la mise en pratique de situations rencontrées dans la « vraie vie ». Ces journées ont favorisées le partage de pratiques, d'expérience et de compétences entre le monde bio-médical et celui de la prévention. Une vraie valeur ajoutée pour permettre d'accompagner les futurs projets et les acteurs.

• Comment le COREVIH de l'Arc Alpin s'implique-t-il dans la promotion du dépistage auprès des médecins de premier recours ?

Nous organisons des soirées de formation « 50 000 personnes séropositives au VIH qui s'ignorent, comment être meilleur pour dépister en médecine générales » destinées aux médecins généralistes de premier recours de l'arc alpin. Deux premières soirées ont eu lieu au mois d'octobre 2012, au CHR d'Annecy le 18 octobre et au CHU de Grenoble le 25 octobre. Ces formations sont animées par le Dr Virginie VITRAT, infectiologue au Centre Hospitalier de la Région d'Annecy et par le Dr Francis MARION, médecin généraliste au centre de santé de l'AGECSA (Association de gestion des centres de santé de la ville de Grenoble) et vacataire à l'unité VIH du CHU de Grenoble. Ces deux premières soirées ont réunis 37 participants, avec une excellente évaluation de ces formations. Elles ont apportées notamment des arguments pour proposer de façon adaptée un dépistage du VIH. La prochaine soirée est prévue au CH de Chambéry le 24 janvier 2013.

Contact:

Gaëlle DUBRUC Coordinatrice du COREVIH de l'Arc Alpin 04 76 76 62 79 GDubruc@chu-grenoble.fr http://www.odps38.org/tribune/coreviharcalpin.php



En France **50 000** personnes sont séropositives au VIH sans le savoir

En 2011 en Isère, Savoie et Haute-Savoie 11% des nouveaux patients sont dépistés tardivement au stade sida :

NOUS POUVONS FAIRE MIEUX!

Selon les nouvelles recommandations HAS, il devient important de proposer un dépistage VIH au moins une fois dans leur vie aux patients vus en **médecine générale** et de le répéter chez les patients à risque.

MISE SOUS TRAITEMENT PRÉCOCE = AMÉLIORATION TRÈS CONSÉQUENTE DU PRONOSTIC

PLUS DE PATIENTS SOUS TRAITEMENT =
DIMINUTION DE LA TRANSMISSION DU VIRUS

Sur l'Arc Alpin (Isère, Savoie, Haute-Savoie), le COREVIH fédère les actions de dépistage, de prévention et de prise en charge de la pathologie VIH,

Si vous souhaitez actualiser vos connaissances ou vous impliquer dans la prise en charge du VIH,

Si vous souhaitez d'avantage connaitre les temps de formation ou d'information organisés par le COREVIH pour les médecins généralistes,

Contactez le **CO**mité **RE**gional de coordination de la lutte contre le **VIH** sur l'Arc Alpin :

(membres titulaires : Dr Janssen, Dr Leclercq, Dr Rogeaux, Dr Froidure, Pr Morand, M. Belgaïd, Dr Brion, Mme Rubin, Dr De Goer, Dr Marion, Dr Chanzy, Dr Pellotier, M. Trilles, M. Duché, Mme Pieri, Dr Brunet-Humbert, M. Charpentier, M. Brisson, M. Pourtau, M. Cambau, M. Simatis)

Siège: CHU de Grenoble - 3° E1 - BP 217

38043 Grenoble Cedex 9

© Coordinatrice: Gaëlle Dubruc 04 76 76 62 79

© Secrétariat : Lucie Perez 04 76 76 61 62

Fax: 04 76 76 75 64

Adresse mail: coreviharcalpin@chu-grenoble.fr



Une interview du Docteur Geneviève RETORNAZ

Les Unions régionales des professionnels de santé ont été créées dans le cadre de la Loi Hôpital Patients Santé Territoires. L'Union régionale des professionnels de santé des médecins de Rhône-Alpes (URPS Médecins RA) a succédé à l'Union régionale des médecins libéraux (URML). Elle contribue à l'organisation de l'offre de santé régionale en participant notamment à des actions dans le domaine des soins, de la prévention, de la veille sanitaire, de la gestion des crises sanitaires, de la promotion de la santé et de l'éducation thérapeutique.

• Quel est le rôle du médecin traitant dans le dépistage des IST, du VIH et des hépatites virales ?

Il y aurait en France **144 000 séropositifs pour le VIH** (parmi lesquelles 31 000 personnes au stade SIDA), dont 55% ont été diagnostiquées avec moins de 350 CD4+/mm3 et **29% au stade SIDA**.

Une étude récente estime à 28 800 personnes la population non diagnostiquée pour le VIH en France.

Le médecin traitant a un rôle crucial dans la prévention et le dépistage car il est le professionnel de santé le mieux placé pour :

- repérer les patients qui sont en primo-infections pour le VIH; (il est important de savoir faire le diagnostic, certains symptômes évoquant la grippe), afin de les traiter rapidement (leur charge virale est alors très élevée et ils jouent un rôle majeur dans la transmission du VIH).
- proposer le test à tous les patients adultes au moins une fois au cours de leur vie selon les recommandations actuelles.

Le dépistage donne le plus de chance possible au patient d'être traité précocement et d'éviter de développer des complications liées à l'immunodépression comme les infections opportunistes et les cancers associés.

Le dépistage des hépatites B et C est également important. En ce qui concerne l'hépatite B, il est indispensable de vacciner ces patients contre ce virus qui se transmet très facilement. L'arrivée des anti-protéases pour le VHC permet de guérir un pourcentage de plus en plus important de porteurs de l'hépatite C de génotype 1. D'autres traitements sont en cours de développement, ce qui devrait améliorer encore les taux de guérison et la tolérance (il existe 220 000 cas en France).

Par ailleurs, le médecin en profitera pour rechercher d'autres IST dont le diagnostic précoce est très important :

- les Chlamydia sont responsables de stérilité;
- et l'infection à virus HPV responsable de cancer du col utérin : à ce jour surveillée par le frottis cervico-vaginal ;
- la syphilis, en recrudescence depuis 2000, très contagieuse surtout en phase secondaire.

Le médecin traitant peut alerter sur les risques associés et l'absence de symptômes. Il doit faire valoir la simplicité des démarches de dépistage et le bénéfice des traitements. Il saura orienter le patient en cas de résultat positif pour le VIH ou les hépatites : les réseaux ont tout leur sens ici.

Quels sont les freins à ce dépistage ?

Actuellement beaucoup de résistances freinent ce dépistage. Cela revient de la part du patient à parler de sa sexualité avec son médecin traitant qui est souvent aussi celui des autres membres de la famille. Le médecin est souvent gêné de parler de sexualité avec ses patients. Parler d'IST revient évoquer notamment des changements de partenaires voire à jeter un discrédit aux idées « préconçues » de fidélité dans le couple régulier. Il a peur d'avoir à annoncer une séropositivité. Il n'a pas le temps de se former à toutes les pathologies.

Il n'est pas fondamental de connaître tous les traitements du VIH et des hépatites car les progrès thérapeutiques dans ces pathologies sont tellement rapides que la prescription initiale ne peut se faire que par des médecins spécialisés et /ou hospitaliers; l'intérêt des réseaux Ville-hôpital est évident pour ces pathologies afin de faire le lien entre le médecin traitant et le monde hospitalier ou spécialisé.

Contact:

Docteur Geneviève RETORNAZ
Dermato-vénéréologue
Membre de la commission Santé publique
URPS médecins-Rhône-Alpes
06.12.45.40.80
urps@urps-med-ra.fr
http://www.urps-med-ra.fr/srt/urpsmedra/home



Interviews des Docteurs Marie-Elisabeth GILG et Patrick CAILLON des CIDAG (Centres de dépistage anonymes et gratuits) de Lyon

Les CIDAG (Centre d'Information et de dépistage anonyme et gratuit) proposent des consultations de dépistage et de prévention du VIH, des hépatites virales B et C, et d'autres IST : syphilis, chlamydia...

Les CIDDIST (Centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles) reçoivent des patients présentant des signes cliniques d'éventuelles IST : lésions génitales, brûlures urinaires, écoulements purulents de l'urètre...

Quel est le rôle des CIDAG-CIDDIST dans le dépistage des IST, du VIH et des hépatites virales ?

Les CIDAG-CIDDIST ont pour missions :

- d'accueillir tous les publics qui se présentent, y compris les mineurs, de façon anonyme et gratuite,
- de leur apporter toute l'information nécessaire concernant le VIH-SIDA, les hépatites virales, les IST,
- de leur proposer les tests de dépistage adaptés, de façon personnalisée en fonction de leur contexte personnel et de leurs prises de risques. Au delà du VIH, la question des IST et des hépatites est systématiquement abordée et la fréquence des résultats positifs atteste de la recrudescence actuelle de certaines IST. Les TROD (Tests rapides d'orientation diagnostique) peuvent être proposés dans les CIDAG-CIDDIST de Lyon, en fonction des délais de prises de risques,
- d'offrir aux consultants, s'ils le souhaitent et de façon toujours respectueuse, l'occasion de se questionner sur leurs pratiques ou difficultés de prévention et d'essayer de mettre en place des stratégies pour réduire ces risques,
- d'accompagner les situations difficiles et les annonces de résultats positifs,
- d'orienter vers les structures de soins si nécessaire.

Les CIDAG-CIDDIST ont toujours pour objectif de toucher les personnes les plus précaires et les populations les plus exposées aux risques. Ces personnes ayant souvent des difficultés d'accès au dépistage, les actions de sensibilisation et d'incitation au dépistage ainsi que les propositions de dépistage délocalisé, au plus près de ces populations, doivent être multipliées, en lien avec les différents partenaires associatifs et institutionnels.

Toutes ces missions sont assurées par des **équipes pluridisciplinaires** (personnel d'accueil, médecins, infirmières, psychologues, sexologues, assistante sociale) et en lien étroit avec des partenaires institutionnels (CPEF (Centre de planification et d'éducation familiale), CIVG (Centre d'interruption volontaire de grossesse), PASS (Permanence d'accès aux soins de santé), CSAPA (Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie), ELSA (Equipe de liaison et de soins en addictologie...) et associatifs, assurant ainsi la prise en charge la plus globale et la plus adaptée à chaque situation.

• Quels sont les freins au dépistage ?

Bien des **freins** limitent l'accès au dépistage pour bon nombre de personnes : peur de savoir, peur d'être stigmatisé, faible conscience du risque (« ça n'arrive qu'aux autres »...), difficulté à parler de sexualité avec son partenaire, réticence parfois aussi à aborder ce sujet avec son médecin traitant...

Et pourtant cette démarche de test est bien souvent nécessaire soit pour se rassurer, soit pour envisager des relations non protégées dans le cadre d'un couple stable, ou encore lors d'un projet de grossesse...

En cas de prise de risque importante ou de signes cliniques anormaux, il est très important de **lever le doute**, la découverte de la contamination, quelle qu'elle soit, permettant l'accès aux soins et aux traitements, essentiels pour la santé de la personne concernée et aussi d'un point de vue préventif.

Les CIDAG-CIDDIST, grâce à l'amplitude de leurs plages horaires d'ouverture, à la disponibilité et au professionnalisme de leurs équipes pluridisciplinaires sont là pour écouter, informer, dépister, traiter, accompagner, orienter...

Contacts:

Docteur Marie-Elisabeth GILG CIDAG-CIDDIST Hôpital Edouard Herriot Pavillon K rez-de-chaussée

Tél:04 72 11 62 06 Tél:04 26 73 25 84 Docteur Christine FERNANDEZ CIDAG-CIDDIST Hôpital de la Croix-Rousse Bâtiment D 1^{er} étage Tél : 04 26 73 25 84

Les actions en Rhône-Alpes à l'occasion du 1er décembre 2012

Dans le cadre de la **Journée mondiale de lutte contre le sida du 1^{er} décembre 2012**, le CRIPS (Centre régionaux d'information et de prévention Sida) organise le recensement des actions et manifestations en Rhône-Alpes afin de valoriser la mobilisation de chacun.

Le programme des manifestations sera mis à jour régulièrement jusqu'au 1er décembre.

Il est disponible sur le site : http://www.lecrips.net/journee-mondiale-sida/index.asp



Journée de lutte contre le SIDA du 1er décembre 2012 Ville de Lyon

Dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, la Ville de Lyon a tenu cette année à accompagner et à soutenir les associations lyonnaises autour d'un projet fédérateur mettant en avant les difficultés rencontrées au quotidien par les personnes concernées par la maladie.

A cet effet, l'Association Monsieur Cheval et Associés, compagnie théâtrale lyonnaise, présentera salle Victor Hugo, 33 rue Bossuet, Lyon 6ème arrondissement, à 20 heures un spectacle burlesque « Freddy », ouvert à tous et s'inspirant du vécu des personnes malades. Il sera suivi d'un débat sur le travail au quotidien des personnes touchées par le virus.

D'autres manifestations auront lieu tout au long de la journée :

- 15 h 30 : installation d'un stand ludique d'information et de prévention place des Terreaux avec la participation du Bus Info Santé et d'associations de lutte contre le sida ; (ALS, Cabiria, Basiliade, Le Refuge), diffusion en boucle d'un film d'animation avec des messages de personnes vivant avec le VIH
- 16 h : marche associative et en musique rue de la république réunissant grand public, associations, élus, sympathisants ; avec un départ du coté de la place Bellecour, remontant jusqu'à la place Louis Pradel et une arrivée place des Terreaux
- 17 h : réalisation de la chaîne de solidarité, en lumière avec la distribution de lumignons, place des Terreaux
- 18 h : pot de l'amitié.

L'Association de lutte contre le sida (ALS) a été chargée par l'ARS, la Ville de LYON et les autres associations, de coordonner l'ensemble des actions menées sur Lyon.

La Ville de Lyon soutient également **l'association 24 heures pour l'INSA** (Institut national des sciences appliquées) qui organise sur le campus de Lyon Tech la Doua, le 1^{er} décembre, une journée d'information et de prévention en direction des étudiants ; cette journée rencontre chaque année un vif succès.

Ces actions très médiatiques doivent aussi mettre en lumière le travail quotidien des associations pour des actions allant de la prévention à l'accompagnement en passant par le dépistage; avec notamment la mise en place du dispositif de dépistage rapide.

Pour tous renseignements:

Mission Santé: 04 26 99 65 54 ou 04 26 99 65 67

Mairie de Lyon 69205 Lyon cedex 01 Tél: 04 72 10 30 30

Les lieux où se faire dépister en région Rhône-Alpes

La liste des Consultations de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) et des Centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST)

AIN

CDAG-CIDDIST
 Centre Hospitalier de Bourg en Bresse
 Centre de Sante Publique
 900, route de Paris
 01000 BOURG EN BRESSE
 Tel : 04 74 45 40 76

CDAG
 CH du Haut Bugey
 1 route de Veyziat
 01100 OYONNAX
 Tel : 04 74 73 10 86

ARDECHE

CDAG
Centre Hospitalier des Vals d'Ardèche
Médecine C
2 rue Pasteur
07000 PRIVAS
Tel: 04 75 20 21 23

CDAG
 Centre Hospitalier d'Ardèche Méridionale
 Consultations externes
 16 av de Bellande
 07200 AUBENAS
 Tel: 04 75 35 60 60

CDAG
 Centre Hospitalier d'Annonay
 Médecine D
 Rue du Bon Pasteur
 07100 ANNONAY
 Tel: 04 75 67 35 95

DROME

 CDAG-CIDDIST du Polygone Immeuble le Forum Bat A 7 avenue de Verdun 26000 VALENCE Tel: 04 75 42 35 70

 CDAG-CIDDIST Espace Santé
 42 rue Palestro
 26100 ROMANS
 Tel: 04 75 71 37 31 CDAG-CIDDIST
Centre Hospitalier de Valence
Service de pneumologie et des maladies
infectieuses
Bâtiment A - 4ème étage
169 boulevard Maréchal Juin
26000 VALENCE
Tel : 04 75 75 75 71

CDAG -CIDDIST
 Centre Médico Social
 3 place Paul Gauthier
 26200 MONTELIMAR
 Tel: 04 75 01 29 04

ISERE

CDAG-CIDDIST

Centre départemental de santé 23 avenue Albert 1er de Belgique 38 000 GRENOBLE

Tel: 04 76 12 12 85

CDAG-CIDDIST

Immeuble Le Delta 14 place St Michel

38300 BOURGOIN JALLIEU

Tel: 04 74 19 09 20

CDAG -CIDDIST
 7 rue de Gère/2 résidence St Martin
 38200 VIENNE

■ Tel: 04 74 31 50 31

LOIRE

CDAG -CIDDIST

CHU de Saint-Etienne

Service des maladies infectieuses et tropicales

Bâtiment A

42000 - SAINT ETIENNE

Tel: 04-77-12-77 89

CDAG-CIDDIST

Centre hospitalier de Roanne

Médecine interne - Maladies infectieuses et

tropicales

28 rue de Charlieu

42300 - ROANNE

Tel: 04-77-44-30-73

CDAG-CIDDIST
CHU Saint Etienne
Hôpital de la Charité
Bâtiment C
14, rue de la Charité

42000 SAINT-ETIENNE

Tel: 04 77 12 74 75

RHONE

CDAG-CIDDIST

Hôpital Edouard Herriot

Place d'Arsonval

Pavillon K

69003 LYON

Tel: 04 72 11 62 06

 CDAG-CIDDIST Hôpital Nord Ouest (CH Villefranche)

Niveau 1 / Consultations de médecine

Plateau d'Ouilly

69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

Tel: 04 74 09 28 27

CDAG-CIDDIST

Hôpital de la Croix Rousse

103, Grande rue de la Croix Rousse

Bâtiment D - 1er étage

69004 LYON

Tel: 04 26 73 25 84

SAVOIE

CDAG -CIDDIST

Centre Hospitalier de Chambéry

Espace de Santé Publique

Rue Pierre et Marie Curie

Bâtiment Ste Hélène

73000 CHAMBERY

Tel: 04 79 96 51 52

CDAG-CIDDIST

Centre Hospitalier de Chambéry Centre d'orthogénie - Point Santé - PASS

73000 CHAMBERY cedex

Tel: 04 79 96 50 50

CDAG-CIDDIST
 Centre Hospitalier d'Aix les Bains
 4 boulevard Pierpont Morgan
 73100 AIX LES BAINS

Tel: 04 79 34 01 26

CDAG -CIDDIST
 Centre Hospitalier de Saint-Jean-de Maurienne
 73300 St JEAN de MAURIENNE
 Tel: 04.79.20.60.55

HAUTE - SAVOIE

CDAG-CIDDIST
Centre Hospitalier de la Région d'Annecy
1 avenue de l'Hôpital
Metz Tessy
74 000 ANNECY

Tel: 04 50 63 63 71

CDAG-CIDDIST
 Hôpitaux du Léman
 3 avenue de la Dame
 74200 THONON-LES-BAINS

Tel: 04 50 83 21 19

CDAG
 Centre Hospitalier Alpes Leman
 558 route de Findrol
 74130 CONTAMINE/ARVE

Tel: 04 50 82 30 57

CDAG
 Centre Hospitalier de Sallanches
 Médecine interne
 380 rue de l'Hôpital
 74703 SALLANCHES
 Tel: 04 50 47 30 49

Ce recensement n'inclue pas les antennes en milieu carcéral.

Sources: Recensement DT ARS et répertoire CRIPS Rhône-Alpes 2011-2012

La liste des Centres de planification et d'éducation familiale (CPEF)

AIN

 3 rue du Pont des Chèvres 01000 BOURG-EN-BRESSE Tel: 04 74 23 10 67

Tel: 04 74 23 10 67

Centre Hospitalier
 50 rue Paul Painlevé
 01130 NANTUA
 Tel: 04 74 75 48 58

Antenne du Pays de Gex
 4 Le Bois d'Ornex
 01210 ORNEX

Tel: 04 50 42 89 87

Conseil Général de l'Ain
 13 avenue Roger Salengro
 01500 AMBERIEU EN BUGEY

Tel: 04 74 38 08 80

 1820 Grande Rue 01700 MIRIBEL
 Tel: 04 78 55 19 83 91 A cours de Verdun
 01100 OYONNAX
 Tel: 04 74 81 36 35

12 rue du Dr Malet
 01200 BELLEGARDE SUR VALSERINE
 Tel: 04 50 48 26 43

CH Général –
 Service maternité-gynécologie
 52 rue Georges Girerd
 01300 BELLEY
 Tel: 04 79 81 35 18

627 route de Jassans
 01600 TREVOUX
 Tel: 04 74 00 01 25

ARDECHE

Centre Médico-social 1 boulevard Lancelot 07000 PRIVAS

Tel: 04 75 66 74 10

- Centre Médico-social 15. avenue du Sierre 07200 AUBENAS Tel: 04 75 87 82 56
- Centre Médico-social 15 rue du Travail 07400 LE TEIL Tel: 04 75 49 54 70
- Centre médico-social 1 rue du Général Vovron 07800 LA VOULTE SUR RHONE

Tel: 04 75 62 46 10

- Centre Médico Social 2 bis rue du Bon Pasteur 07100 ANNONAY Tel: 04 75 32 42 01
- Centre Médico-social 5 allée des Dames 07300 TOURNON SUR RHONE Tel: 04 75 07 0710
- Résidence La Majolaine Place de la Poste 07700 BOURG SAINT ANDEOL Tel: 04 75 54 85 40

DROME

- Centre hospitalier 179 boulevard Maréchal Juin 26000 VALENCE Tel: 04 75 56 81 72
- 34 rue Palestro 26100 ROMANS SUR ISERE Tel: 04 75 02 39 78
- Place de l'ancienne Mairie **26110 NYONS** Tel: 04 75 26 43 26
- Antenne centre ville de l'hôpital 3 rue Adhémar 26200 MONTELIMAR Tel: 04 75 53 43 22
- Centre Hospitalier Route Sainte Marie 26400 CREST Tel: 04 75 25 37 00

2 rue Francis Jourdain 26800 PORTES LES VALENCE Tel: 04 75 57 83 79

- 63 rue Thiers 26000 VALENCE Tel: 04 75 56 03 09
- Centre Hospitalier Gynécologie/Obstétrique Route de Tain 26100 ROMANS SUR ISERE Tel: 04 75 05 76 65
- 48 rue Emile Laurens 26150 DIE Tel: 04 75 22 05 59
- Centre Hospitalier Rue Pierre Valette 26240 SAINT VALLIER Tel: 04 75 23 80 68
- 9 faubourg Saint Joseph 26700 PIERRELATTE Tel: 04 75 96 09 24

ISERE

 Clinique Mutualiste des Eaux Claires 8-12 rue du Docteur Calmette 38000 GRENOBLE Tel: 04 76 70 70 24

 30 boulevard Gambetta 38000 GRENOBLE

Tel: 04 76 87 94 61

- CHU de Grenoble Centre médico-social de la Femme BP 217 38043 GRENOBLE CEDEX 09 Tel: 04 76 76 54 10
- Centre Simone Signoret
 Place Léon Blum
 BP 3
 38091 VILLEFONTAINE CEDEX
 Tel: 04 74 96 78 99
- Centre social de l'Abbaye
 1 place de la Commune
 38100 GRENOBLE
 Tel: 04 76 54 26 27
- Centre de Santé Mistral Eaux Claires 82 rue Anatole France 38100 GRENOBLE Tel: 04 76 21 40 41
- 2 rue du 19 mars 1962 38120 SAINT EGREVE Tel: 04 76 75 33 04
- Hôpital Lucien Hussel Mont Salomo 38200 VIENNE Tel: 04 74 31 33 86
- 14 place Albert Schweitzer
 38300 BOURGOIN JALLIEU CEDEX
 Tel: 04 74 28 30 22
- Centre Hospitalier
 Le Thomassin
 38480 PONT DE BEAUVOISIN
 Tel: 04 76 32 64 68
- 16 place de la Résistance 38530 PONTCHARRA Tel: 04 76 97 81 00
- CHU de Grenoble
 Hôpital Nord Pavillon Paul Gerin
 38700 LA TRONCHE
 Tel : 04 76 76 92 92

- Centre Médico-social de Teisseire/Malherbes
 110 avenue Jean Perrot
 38000 GRENOBLE
 Tel: 04 76 25 49 63
- Centre de santé interuniversitaire
 5 rue d'Arsonval
 38000 GRENOBLE
 Tel : 04 76 57 50 90
- Groupe Hospitalier Mutualiste
 8 rue Docteur Calmette
 38000 GRENOBLECEDEX 1
 Tel: 04 76 70 70 59
- Centre social du Vieux Temple 2 rue du Vieux Temple 38100 GRENOBLE Tel: 04 76 54 67 53
- Centre social Prémol 7 rue Henri Duhamel 38100 GRENOBLE Tel: 04 76 09 00 28
- Immeuble Pré Cateland Allée 41 A 38110 LA TOUR DU PIN Tel: 04 74 97 53 44
- Centre Hospitalier
 1 avenue Félix Faure
 BP 8
 38161 SAINT MARCELLIN CEDEX
 Tel: 04 76 64 90 90
- 12 rue Aiguinards
 38240 MEYLAN
 Tel: 04 76 90 06 36
- 5 rue Anatole France
 38400 SAINT MARTIN D'HERES
 Tel: 04 76 60 74 59
- Immeuble Le Centre Gare
 6 avenue Léon et Joanny Tardy
 38500 VOIRON
 Tel: 04 76 05 72 56
- 11 place des Ecrins 38600 FONTAINE Tel: 04 76 26 97 40
- CHU de Grenoble Hôpital de la Tronche 38700 LA TRONCHE Tel: 04 76 76 54 10

 27 avenue Antoine Girard 38800 PONT DE CLAIX Tel: 04 76 29 86 50

LOIRE

16 rue Polignais
 42000 SAINT-ETIENNE
 Tel: 04 77 25 24 91

 Centre Hospitalier de Roanne rue de l'Hôpital (entrée indépendante, à côté du SAMU et de l'Etablissement français du sang)

42300 ROANNE Tel: 04 77 44 31 92

2 boulevard d'Auvergne
 42500 LE CHAMBON FEUGEROLLES
 Tel: 04 77 10 18 20

 CH - Service gynécologie obstétrique 2 rue de Bénaud 42700 FIRMINY Tel : 04 77 40 73 30 Centre Hospitalier du Pays de Gier Service de Gynécologie Obstétrique 19 rue Victor Hugo 42400 SAINT CHAMOND Tel: 04 77 31 19 35

Service de gynécologie obstétrique

42270 SAINT PRIEST EN JAREZ

 CH - Service Maternité, gynécologie et Obstétrique Avenue des Monts du Soir 42600 MONTBRISON Tel: 04 77 96 74 91

1 impasse Victor Hugo42800 RIVE DE GIERTel: 04 77 83 44 38

Centre Hospitalier

Tel: 04 77 82 80 67

Avenue Albert Raimond

RHONE

Hôpital Edouard Herriot
 5 place d'Arsonval
 69003 LYON
 Tel: 0 825 0 825 69

 15 rue de Bourgogne 69009 LYON

Tel: 04 37 50 24 59

Maison du Rhône
 22 avenue Condorcet
 69120 VAULX EN VELIN
 Tel: 04 78 80 17 87

 32 rue de la République 69150 DECINES Tel: 04 78 49 57 86

Maison du Rhône
 6 rue du Pigeonnier
 69170 TARARE
 Tel: 04 74 05 36 22

Hôpital St Luc/St Joseph
 20 quai Claude Bernard
 69007 LYON
 Tel: 04 78 61 81 38

2 rue Lakanal 69100 VILLEURBANNE Tel: 04 78 89 50 61

22 avenue du Général Leclerc
 69140 RILLIEUX LA PAPE
 Tel: 04 72 01 82 39

Centre social de l'Orangerie
 29 avenue du 11 Novembre
 69160 TASSIN LA DEMI LUNE
 Tel : 04 78 34 98 75

Maison du Rhône
 9 rue de la Commune de Paris
 69200 VENISSIEUX
 Tel: 04 72 89 42 96

Maison du Rhône 27 rue Perrin Frères 69240 THIZY

Tel: 04 74 13 85 20

Centre Hospitalier Lyon Sud - Service gynécologie Bâtiment 3B 2e étage Chemin du Grand Revoyet 69310 PIERRE BENITE

Tel: 04 26 73 96 24

Maison du Rhône 29 boulevard Burdeau 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE Tel: 04 74 65 54 84

Point Jeunes 6 rue de l'Hôtel de Ville 69550 AMPLEPUIS Tel: 04 74 89 09 09

Hôpital de Givors 9 avenue du Professeur Fleming 69700 GIVORS Tel: 04 78 07 30 51

35 Grande Rue 69800 SAINT PRIEST Tel: 04 78 20 68 85

Maison du Rhône 2 avenue M.T. Prost 69250 NEUVILLE SUR SAONE

Tel: 04 72 08 24 73

Hôpital de la Croix Rousse 103 Grande Rue de la Croix Rousse Bâtiment F - 1er étage 69317 LYON CEDEX 04 Tel: 04 72 07 16 47

Maison du Rhône 4 rue Paul Pic 69500 BRON

Tel: 04 72 15 64 09

198 Grande Rue **69600 OULLINS** Tel: 04 78 86 04 63

Maison de l'emploi et des services publics 6 rue Jacques Prévert 69700 GIVORS

Tel: 04 72 24 19 18

SAVOIE

Centre de Planification 265 avenue de Bellevue 73000 CHAMBERY Tel: 04 79 96 88 31

45 rue des Ecoles 73300 SAINT JEAN DE MAURIENNE Tel: 04 79 64 45 31

45 rue Jean Jaurès 73200 ALBERTVILLE Tel: 04 79 89 57 23

HAUTE-SAVOIE

Hôpital Intercommunal Sud Léman Valsérine BP 14 110 74164 SAINT JULIEN EN GENEVOIS

Tel: 0450496739

380 rue de l'Hôpital **BP 118**

74700 SALLANCHES Tel: 04 50 47 30 19

Hôpital G. Pianta 3 avenue de la Dame 74200 THONON LES BAINS Tel: 04 50 83 28 71

Sources: répertoire CRIPS Rhône-Alpes - MAJ 2011-2012

Fiche pratique CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du SIDA) – Dépistage du VIH : tous concernés !

DÉPISTAGE DU VIH: TOUS CONCERNÉS!



Le dépistage est au cœur du dispositif de lutte contre le VIH : il permet aux personnes qui apprennent leur séropositivité de bénéficier d'une prise en charge médicale précoce et optimale mais également, à chacun, d'adapter ou renforcer ses comportements préventifs. Raccourcissement des délais, élargissement des indications de prescription, apparition de tests rapides... l'offre de dépistage, ces dernières années, s'est considérablement diversifiée et transformée.

Pourquoi faire un test VIH?

- Pour connaître son statut sérologique si on l'ignore (c'est le seul moyen de savoir !),
- Pour lever le doute en cas de rapport sexuel non protégé (sans préservatif), de rupture de préservatif ou d'échange de matériel d'injection, etc.
- Pour abandonner le préservatif dans le cadre d'une nouvelle relation stable,
- Si l'on souhaite démarrer une grossesse,
- Pour bénéficier d'une prise en charge adaptée en cas de découverte de séropositivité (une personne dépistée précocement et bénéficiant d'une prise en charge efficace a une espérance de vie comparable à celle d'une personne non infectée).
- Pour adapter ou renforcer ses comportements préventifs.

Le plan national de lutte contre le VIH/sida et les IST 2010-2014 recommande d'ailleurs d'élargir la proposition de dépistage à l'ensemble de la population générale, au moins une fois dans le parcours de soin de la personne, indépendamment d'une notion d'exposition à un risque. Un dépistage d'autres IST et des hépatites virales peut également être proposé, en même temps qu'un test VIH, dans la mesure où les modes de contamination sont semblables.

En quoi consiste un test VIH?

Le test classique est une recherche d'anticorps ou de fragments du virus dans le sang. Une prise de sang est nécessaire (pas besoin d'être à jeun).

Le TROD (Test Rapide d'Orientation Diagnostique) ne recherche que les anticorps et nécessite uniquement le prélèvement d'une goutte de sang au bout du doigt.

Où se faire dépister?

- Dans une consultation de dépistage anonyme et gratuit (CDAG): consultations et tests gratuits. Chaque CDAG au moins une par département - comprend une équipe pluridisciplinaire composée de personnels d'accueil, d'infirmier(e)s, de médecins et parfois de psychologues, de sexologues et de travailleurs sociaux. Les entretiens personnalisés favorisent un suivi « sur mesure » des personnes et la parole sur ses pratiques ou ses difficultés de prévention est un droit, jamais une obligation.
- Dans les centres de planification et d'éducation familiale : consultations et tests gratuits pour les mineurs et non-
- Avec l'ordonnance d'un médecin (généraliste, gynécologue...), dans un laboratoire d'analyses médicales : le test est remboursé à 100% par la sécurité sociale.
- Directement dans un laboratoire d'analyses médicales mais dans ce cas le test ne sera pas remboursé par l'assurance maladie.
- Dans une association qui réalise des tests rapides de dépistage : renseignements au numéro vert de Sida Info Service: 0800 840 800.

Centre régional de ressources, d'information et de prévention sur le VIH/sida, les IST, les hépatites et l'éducation à la vie affective et sexuelle

9 quai Jean Moulin - 69001 Lyon Tél. : 04 72 00 55 70 - Fax : 04 72 00 07 53 E-mail: pascal.pourtau@education-sante-ra.org Site: www.education-sante-ra.org

1

Quand faire un test?

On peut faire un premier test 15 jours après un risque. Mais seul un test classique réalisé **6 semaines** après un risque permet d'affirmer avec certitude l'absence de contamination. Avec les nouveaux tests rapides de dépistage, en revanche, le délai reste de 3 mois. Seul un TROD réalisé 3 mois après un risque permet d'affirmer avec certitude l'absence de contamination.

Attention, il est possible d'agir dans les 48 heures qui suivent une prise de risque (voir l'encadré « Le traitement d'urgence »).

Un test rapide, ça apporte quoi en plus?

Tout en étant aussi fiable qu'un test classique, un test rapide permet de connaître le résultat en moins de 30 minutes, sans avoir à revenir le chercher plus tard. C'est bien le délai de rendu qui est rapide, pas celui entre la prise de risque et le dépistage.

Il offre également l'avantage de pouvoir être proposé dans des lieux nouveaux, différents des centres de dépistage traditionnels, notamment par certaines associations impliquées dans la lutte contre le VIH.

Dans quels cas le test VIH est-il obligatoire?

En France, un test VIH ne peut pas se faire sans l'accord de la personne. Il se fait, au contraire, toujours dans une démarche éclairée et volontaire. Le test VIH n'est obligatoire qu'en cas de dons volontaires : sang, sperme, organes, cellules et lait maternel.

Par ailleurs, il est systématiquement proposé en début de grossesse, aux futures mamans mais également aux futurs papas.

Un test « négatif », ça veut dire quoi?

Une sérologie négative au VIH signifie qu'aucune trace d'infection n'a été retrouvée dans le sang et donc que la personne n'est pas infectée par le VIH. L'enjeu est alors de rester négatif et d'adapter en conséquence ses pratiques de prévention et de réduction des risques.

Et si le test est positif?

Un premier test positif (classique ou TROD) doit être confirmé par un autre test, réalisé sur un second prélèvement. Si la séropositivité est confirmée, la personne se verra proposer une prise en charge médicale et psychologique adaptée à ses besoins.

Les autotests, c'est pour quand?

Pour l'instant, les autotests, aussi bien salivaires que sanguins, ne sont pas autorisés en France. Pour autant, une réflexion est en cours. Une saisine du Conseil national du sida et du Comité consultatif national d'éthique a été effectuée par la ministre de la santé le 18 août 2012. Un avis technique a également été demandé à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Pour connaître les lieux de dépistage proches de chez soi, les horaires d'ouverture, etc.

- Sida Info Service au 0 800 840 800 (appel confidentiel, anonyme et gratuit)
- www.sida-info-service.org
- ou consulter le répertoire du CRIPS Rhône-Alpes

Centre régional de ressources, d'information et de prévention sur le VIH/sida, les IST, les hépatites et l'éducation à la vie affective et sexuelle

9 quai Jean Moulin - 69001 Lyon Tél.: 04 72 00 55 70 - Fax: 04 72 00 07 53 E-mail: pascal.pourtau@education-sante-ra.org Site: www.education-sante-ra.org

2

Le traitement d'urgence

Il est possible d'agir dans les heures qui suivent une prise de risque en se rendant, le plus tôt possible et sans dépasser un délai de 48 heures, dans un service des urgences hospitalières ou dans un CDAG hospitalier (idéalement dans les 4h). Un médecin examinera la situation et conseillera la personne. Après avoir évalué précisément les risques auxquels elle a pu être exposée, un traitement préventif pourra lui être prescrit, avec son accord, afin de tenter d'éviter une possible contamination par le VIH. C'est le fameux TPE, traitement post-exposition. Le TPE est un traitement antirétroviral, pris en charge à 100 % par la Sécurité Sociale. Il est d'abord prescrit pour deux ou trois jours, puis réévalué après une nouvelle visite médicale. Si l'intérêt du TPE est confirmé, il est pris alors pendant 28 jours. Un test de dépistage est fait 3 mois après la fin du traitement. Ce traitement est accessible aux mineur(e)s, il ne nécessite pas d'accord parental préalable. Par ailleurs, il doit être systématiquement proposé aux victimes d'agression sexuelle.